Communiqué de l'Adrise

L'Adrise s'invite dans le projet d'expérimentation Véolia d'irrigation des cultures avec les eaux usées de la station d'Aureilhan

Ayant appris par voie de presse que Véolia organisait, jeudi 27 septembre, une nouvelle réunion d'information et d'échanges sur son projet de réutilisation des eaux traitées issues de la station d'épuration d'Aureilhan pour l'irrigation de cultures sur les communes d'Aureilhan et Bours, deux représentants de notre association se sont invités à cette réunion. Nous nous sommes étonnés auprès des organisateurs, Véolia et le cabinet Acceptables Avenirs, de ce regrettable oubli dans la mesure où l'Adrise est la seule association locale assurant la défense des riverains des stations d'épuration et a prouvé qu'elle était un interlocuteur légitime en ce qu'elle avait gagné un premier combat retentissant contre la ville de Tarbes suite aux nuisances générées par sa station d'épuration, puis obtenu un nouveau succès dans la lutte contre le projet d'usine de traitement des déchets prévu à Bordères-sur-l'Echez. Mais il est vrai, que nous avons déjà en face de nous, outre Vinci, Véolia ! Nous avons tenu à préciser notre position dans ce nouveau projet : nous sommes venus en auditeurs libres afin de nous informer sur ce nouveau dossier mais notre présence ne peut en aucune façon être interprétée comme contributrice à la démarche dite de « concertation » entreprise par Véolia. Et à cet égard, la réunion nous a permis de constater que Véolia utilise toujours les mêmes méthodes pour alimenter le volet visant à donner un semblant d'acceptabilité sociétale au projet : dans un temps très contraint d'un mois, les participants sont invités à donner leur avis sur des aménagements de détails qui ne risquent pas de remettre en cause un dossier quasiment finalisé au terme de plusieurs mois de travail de Véolia et qu'il doit remettre aux autorités de tutelle avant le 15 novembre prochain. S'engager dans cette démarche c'est accepter tacitement la viabilité du dossier alors que n'ont pas été levées les craintes des riverains sur les risques sanitaires d'une telle expérimentation ; et pour cause puisque, s'agissant d'une expérimentation, ses résultats ne seront connus qu'à la fin. Et si ce qu'ils redoutent est avéré, ils en auront été les victimes avec des conséquences irréversibles sur eux et les terres dont on peut se demander comment elles pourront être dépolluées. A ce jour, il n'existe aucune donnée scientifique concluant à l'absence de risque sanitaire pour la population, ainsi que le précise l'Anses (Agence Nationale de Sécurité Sanitaire) pour motiver un avis défavorable qu'elle a émis le 10 juillet 2017 concernant une demande de dérogation permettant de mener ce type d'expérimentation. Le projet Véolia ne pourrait se faire qu'en faisant fi de cet avis. A la fin de la réunion, les organisateurs ont proposé d'adresser aux participants un exemplaire du projet Véolia : nous y avons souscrit et sommes dans l'attente du document. Affaire à suivre donc...

L'Adrise